

*Theory and Practice of Canadian Accounting*, par W.-G. LEONARD, FRANK-N. BEARD et CATHERINE LUND. Un vol., 6¾ po. x 9½ relié, 442 pages. — MCGRAW-HILL COMPANY OF CANADA LTD., 253, Spadina Road, Toronto 4, 1960. (\$7.75)

Maurice Lanoix

Volume 37, numéro 3, octobre–décembre 1961

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001741ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001741ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lanoix, M. (1961). Compte rendu de [*Theory and Practice of Canadian Accounting*, par W.-G. LEONARD, FRANK-N. BEARD et CATHERINE LUND. Un vol., 6¾ po. x 9½ relié, 442 pages. — MCGRAW-HILL COMPANY OF CANADA LTD., 253, Spadina Road, Toronto 4, 1960. (\$7.75)]. *L'Actualité économique*, 37(3), 559–561. <https://doi.org/10.7202/1001741ar>

à structure différente, le taux de change fera apparaître un coût de la vie plus élevé dans les pays à haut niveau, la théorie du «pouvoir d'achat» n'étant approximativement confirmée qu'entre pays de même niveau; enfin, que la prétendue loi de l'importance déclinante du commerce avec la croissance est totalement fausse.

On voit que sont ainsi remises en cause bien des idées reçues en théorie de l'échange international. On ne peut qu'être d'accord sur les insuffisances soulignées de l'optique néo-classique et les rectifications apportées, notamment sur le lien établi entre l'importance de la structure du commerce, et le niveau de développement atteint, et sur les coups portés à l'optimisme plutôt béat des économistes traditionnels quant aux effets bénéfiques du commerce extérieur, pour quelque pays que ce soit. L'auteur montre bien qu'il faut entrer dans les détails et examiner les effets pour chaque type d'économie.

Cependant, on est bien obligé de faire un certain nombre de réserves et de souligner certaines lacunes. Il semble que S.B. Linder n'ait pas tiré toutes les conséquences de son argumentation: si, en particulier, le commerce extérieur n'est pas tellement favorable aux pays sous-développés, quelle politique économique ces pays doivent-ils suivre? Pour la plupart, il est pourtant impossible d'entamer la croissance en autarcie. Par ailleurs, l'auteur a voulu à tout prix éliminer le facteur «dimension» dans ses calculs et ses modèles, comme si la «taille» des divers participants au commerce international ne jouait aucun rôle: il est bien, sur ce point, néo-classique, à son tour. Le reproche le plus grave peut-être à lui faire vient de ce qu'il ne semble pas que sa thèse sur le fondement du commerce par la demande interne soit assez solidement étayée sur le plan théorique: elle est plutôt affirmée, et confrontée à des faits très généraux qui ne la contredisent pas. Il faut regretter d'ailleurs l'absence d'un lien suffisamment continu entre les idées théoriques exprimées et la réalité économique: plusieurs conclusions auxquelles aboutit Linder ont déjà été soulignées depuis plusieurs années dans les rapports du G.A.T.T., par exemple. Il y avait là une possibilité, qui n'a pas été saisie, de réduire le caractère abstrait de la démonstration. Enfin, on peut regretter que, sauf le cas de Bastiat dont il a retenu la «pétition des marchands de chandelles», l'auteur ignore complètement qu'il y a eu et qu'il y a des auteurs de langue française qui ont apporté leur contribution au problème de l'échange international. Cependant, la lecture des travaux de F. Perroux et de M. Byé, pour ne citer que deux noms, lui aurait certainement permis de combler quelques-unes des lacunes ci-dessus dénoncées.

Jean Lotte

**Theory and Practice of Canadian Accounting**, par W.-G. LEONARD, FRANK-N. BEARD et CATHERINE LUND. Un vol., 6  $\frac{3}{4}$  po.  $\times$  9 $\frac{1}{2}$ , relié, 442 pages. — MCGRAW-HILL COMPANY OF CANADA LTD., 253, Spadina Road, Toronto 4, 1960. (\$7.75).

*Theory and Practice of Canadian Accounting* est un manuel de comptabilité supérieure. Il s'adresse donc à des personnes qui ont déjà quelque connaissance de la comptabilité.

## L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

Le grand mérite de l'ouvrage est d'assurer, dès ce niveau, une initiation suffisamment large pour que quiconque doit travailler sur la base de données comptables se sente à l'aise dans les secteurs les plus importants de l'activité économique, financière ou commerciale. On s'est efforcé de traiter, dans leurs données élémentaires, certains problèmes d'intérêt général, que d'habitude on ne retrouve guère que dans des manuels de comptabilité avancée; ainsi une vue d'ensemble est-elle possible. L'ouvrage peut donc constituer un dernier cours de comptabilité bien équilibré, possédant une certaine unité.

Du point de vue pédagogique, le contenu du volume appelle un renversement des tendances traditionnelles de l'enseignement de la comptabilité dans les écoles de commerce. Jusqu'à présent, les programmes de ces écoles ont été conçus pour convenir surtout aux besoins des futurs comptables. Les cours, au lieu de procéder par synthèses successives élargissant au fur et à mesure le champ des connaissances, forment un seul bloc. C'est un vaste mécanisme dont on étudie en détail toutes les pièces. La vue d'ensemble, la synthèse, ne deviennent possibles qu'au dernier moment. Si bien que la matière enseignée aux autres étudiants se trouve tronquée puisque, intervenant à un moment donné dans le cycle du cours, ceux-ci se retirent tout à coup.

Le volume sera donc très utile aux étudiants en commerce qui ne se destinent pas à la pratique de la comptabilité. Il sera de même utile aux hommes d'affaires et aux techniciens d'autres disciplines qui possèdent déjà une base en comptabilité et veulent étendre leurs connaissances. Quant aux futurs comptables, ils trouveront ici les premières données de problèmes dont ils devront continuer l'étude à d'autres cours; ce qui postule, tout simplement, un arrangement différent du programme.

L'ouvrage peut se diviser en deux grandes parties. La première partie est consacrée à la matière que l'on retrouve habituellement dans un tel traité. La deuxième est composée de chapitres portant sur des sujets que les auteurs ont réunis dans le but d'assurer cette unité dont nous avons parlé plus haut.

La première partie porte donc sur l'étude détaillée des postes du bilan. Les auteurs se sont davantage attachés aux règles de détermination du revenu qu'aux postes eux-mêmes du bilan. La détermination du revenu conditionnant l'évolution des postes du bilan, ces derniers sont étudiés à partir des causes et dans leur structure même. L'abord est plus logique. Dans cette première partie, il a donc fallu élaguer. On a éliminé l'étude d'un nombre incalculable de cas particuliers qui sont habituellement l'apanage de ces ouvrages. Malheureusement, l'exposé théorique a lui aussi souffert de ces coupures. On se trouve ainsi en présence d'un recensement assez aride des pratiques comptables. Il eut, sans doute, été préférable de procéder à une étude critique plus poussée des quelques pratiques les plus répandues, plutôt que de les exposer toutes sans discussion. Cette remarque s'applique en particulier aux divers modes d'amortissement des actifs immobilisés et aux divers modes d'évaluation des stocks de marchandises. D'autre part, il est illogique que, dans un volume centré pour une part sur la détermination des

revenus, on liquide en une page l'influence de l'évolution du pouvoir d'achat de la monnaie.

C'est dans sa deuxième partie que l'ouvrage diffère surtout des autres manuels dits de comptabilité supérieure. Cette partie traite, entre autres, des sujets suivants: les états consolidés, les fusions d'entreprises, les comptabilités par fonds, la fiscalité, les budgets commerciaux, le contrôle interne, l'évaluation des entreprises. Il manque peut-être, pour que le tour d'horizon soit complet, quelques notions sur l'analyse des états financiers. Il est assez évident que pour ceux qui ont à interpréter les faits commerciaux, financiers, ou économiques à partir de données comptables, la connaissance de ces matières est plus utile qu'une étude poussée jusqu'à l'expertise des postes du bilan.

Le volume possède l'indéniable avantage d'être canadien. Les lois, les coutumes commerciales, les pratiques fiscales exercent une influence considérable sur les pratiques comptables et l'usage de manuels américains a toujours été un pis aller. À cet égard, même si le volume comporte des faiblesses, il sera sûrement utile.

Maurice Lanoix

**Nationalized Industry and Public Ownership**, par WILLIAM A. ROBSON. Un vol., 6¼ po. × 9½, relié, 544 pages. — UNIVERSITY OF TORONTO PRESS, Toronto 5, 1960. (\$7.50).

Dans le présent ouvrage, dont il est l'unique auteur et qui remplace, si l'on peut dire, un autre ouvrage sur le même sujet (*Problems of Nationalized Industry*) rédigé en collaboration, M. Robson traite en toute objectivité un sujet toujours controversé.

Plus de dix ans s'étant écoulés depuis la publication du premier ouvrage, on peut compter maintenant sur une expérience plus sûre et une documentation plus riche. L'auteur sait en tirer profit dans l'examen du fonctionnement des industries nationalisées en Angleterre. C'est à la lumière de cette volumineuse documentation et de cette expérience qu'il étudie l'organisation et l'administration de ces industries, la concurrence qui les affecte, l'attention qu'elles accordent au problème des relations ouvrières, la politique financière qu'elles suivent, les programmes de recherches et de développement qu'elles élaborent, la position qu'elles prennent vis-à-vis du consommateur, les relations qu'elles entretiennent avec les autorités politiques du pays, les influences politiques qu'elles subissent et enfin, d'une façon générale, l'efficacité dont elles font preuve.

Mais M. Robson croit qu'il y a mieux à faire que d'accumuler des renseignements. Il ne se contente donc pas de cela, mais analyse et commente les théories nouvelles qui émanent de milieux divers, spécialement sur la façon d'administrer les entreprises nationalisées et sur les buts que ces industries doivent poursuivre.

Enfin, dans un chapitre de conclusion, l'auteur examine en détail les idées, les vues et les aspirations récentes du parti travailliste, des syndicats ouvriers et du mouvement coopératif à propos de la nationalisation de l'industrie, et il discute de quelques substituts à la nationalisation proposés depuis quelques années. Car, en dépit des résultats plutôt satisfaisants de la nationalisation, le mouvement